

# Les demandeurs d'emploi en obligation d'emploi

## **Mayenne**

Document trimestrie

*Situation au 31/03/2013* 



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

Obligation d'Emploi : Demandeurs d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail :

- les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH,
- les victimes d'accidents du travail ou maladies professionnelles,
- les titulaires d'une pension d'invalidité,
- les anciens militaires, avec une pension militaire d'invalidité,
- les titulaires de la carte d'invalidité.

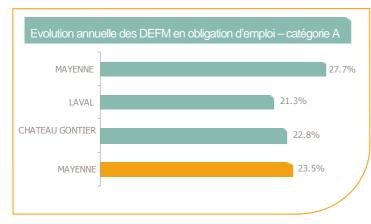
Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les aides financières gérées par l'Agefiph ne sont plus versées automatiquement. Elle concentre dorénavant ses actions sur les publics prioritaires (demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi, PME...).

ALERTE: Pôle emploi n'a pas connaissance de tous les demandeurs d'emploi en obligation d'emploi.

### LA SITUATION GEOGRAPHIQUE

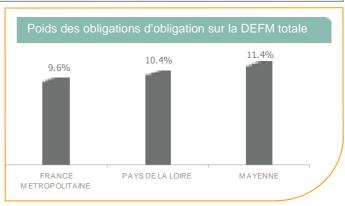
En mars 2013, les demandeurs d'emploi en obligation d'emploi représentent 11,4% de la totalité des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sur le département de la Mayenne (Catégorie A), soit plus de 1 100 personnes.

Cette proportion est supérieure au poids enregistré au niveau régional et national.



En Pays de la Loire, 7% de la DEFM en obligation d'emploi est rattachée au département de la Mayenne. Le bassin de Laval représente 50% des demandeurs d'emploi du département.

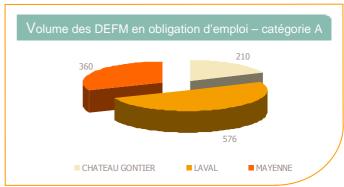
**DEFM Catégorie A**: Personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi sans aucune activité réduite.



Le nombre total de DEFM (catégorie A) a augmenté de 20,5% sur la Mayenne entre mars 2012 et 2013. Pour les demandeurs d'emploi en obligation d'emploi, la situation est moins favorable, puisque leur nombre a augmenté de 23,5%.

Cette évolution est supérieure au niveau régional (+18,9%) et national (+15,9%).

Sur le département, tous les bassins d'emploi enregistrent une progression. Laval et Château-Gontier affichent une croissance du nombre de demandeurs en obligation d'emploi inférieure à la moyenne départementale tandis que Mayenne enregistre un taux de progression de 28%.



## LA TYPOLOGIE

A fin mars 2013, les 1 100 DEFM (catégorie A) en obligation d'emploi de la Mayenne ont les caractéristiques suivantes :

- 60% sont des hommes.
- 41% a 50 ans ou plus, tandis que les jeunes de moins de 25 ans ne représentent que 5% de la population en question.
- 19% ont un niveau de formation supérieur au CAP ou BEP. 21% sont soit sans diplôme, soit détenteurs du brevet des collèges.
- 47,5% sont des ouvriers ou employés qualifiés. 4,6% ont une qualification de niveau technicien, agent de maîtrise ou cadre.
- 240 personnes touchent le RSA, soit 21% des DEFM en obligation d'emploi.
- 38% ne sont pas indemnisées. 43% de l'ensemble des DEFM en obligation d'emploi touchent une allocation du régime d'assurance chômage et 19% une allocation du régime de solidarité.
- 45% sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins 12 mois et 23% depuis au moins 24 mois.
- Seulement 3,5% des travailleurs handicapés relèvent du milieu protégé (Etablissement et Service d'Aides par le Travail : ESAT).

DEEM	catégorie	A nortur	sa d'ablic	antion d	'omploi
DELIA	Latequile	A pai typ	je u oblik	Jalion u	emploi

Obligation d'Emploi	DEFM cat. A	Poids
Alloc. adulte handicapé	NC	-
Alloc. adulte handicapé (CNASEA)	50	4.4%
Autre	NC	-
Carte d'invalidité	NC	-
En instance CDA	58	5.1%
Orphelin de guerre	16	1.4%
Pension d'invalidité s.s. ou autre	67	5.8%
Pensionné de guerre	NC	-
RQTH CRP	7	0.6%
RQTH ESAT	40	3.5%
RQTH Marché du travail	804	70.2%
Rente AT/MP	12	1.0%
TH catégorie A	16	1.4%
TH catégorie B	56	4.9%
TH catégorie C	8	0.7%
Veuve de guerre/conjoint	NC	-

#### Les 20 métiers les plus recherchés par les DEFM catégorie A en obligation d'emploi

59% des demandeurs d'emploi en obligation d'emploi (catégorie A) inscrits à fin mars 2013 sont concentrés sur les 20 premiers emplois/métiers recherchés (contre 45% pour l'ensemble des DEFM catégorie A).

Dans la majorité des cas, il s'agit de métiers requérant peu de qualification.

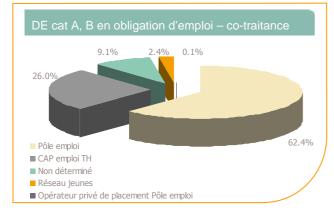
24% concernent le domaine services à la personne et à la collectivité tel que le nettoyage de locaux ou les services domestiques.

19% se rapportent au transport et logistique (magasinage et préparation de commandes...).

Enfin, le support à l'entreprise représente 18% des 20 premiers métiers recherchés (opérations administratives, accueil et renseignements ...).

Emploi/métier recherché détaillé (ROME)	DEFM cat. A	Poids
H3302 Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	90	7.9%
K2204 Nettoyage de locaux	76	6.6%
A1203 Entretien des espaces verts	57	5.0%
M1602 Opérations administratives	55	4.8%
M1601 Accueil et renseignements	43	3.8%
K1304 Services domestiques	40	3.5%
K1303 Assistance auprès d'enfants	32	2.8%
N1103 Magasinage et préparation de commandes	32	2.8%
N4105 Conduite et livraison par tournées sur courte distance	32	2.8%
N1105 Manutention manuelle de charges	30	2.6%
M1607 Secrétariat	26	2.3%
I1203 Maintenance des bâtiments et des locaux	25	2.2%
A1202 Entretien des espaces naturels	23	2.0%
G1605 Plonge en restauration	23	2.0%
N1101 Conduite d'engins de déplacement des charges	17	1.5%
N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	17	1.5%
D1505 Personnel de caisse	16	1.4%
G1603 Personnel polyvalent en restauration	15	1.3%
K1302 Assistance auprès d'adultes	15	1.3%
D1507 Mise en rayon libre-service	14	1.2%

#### LE SUIVI DE L'ACTIVITE



- En mars 2013, 62% des demandeurs d'emploi en obligation d'emploi (catégorie A et B) étaient suivis par une structure Pôle emploi (soit 840 personnes) tandis que 26% étaient suivis en cotraitance par Cap Emploi (pour un accompagnement de longue durée), soit 350 personnes.
- 280 Mises en Relation ont été faites pour ce public.
- De janvier à mars 2013, 40 personnes ont participé à un atelier, 30 à une évaluation, 130 à un accompagnement (hors CPP et BCA).
- De janvier à mars 2013, Pôle emploi a mené près de 1 100 entretiens professionnels, soit 28% de moins que sur les mêmes mois de l'année précédente.